

Le 28 juillet 2005

Par courriel et messagerie

Me Véronique Dubois
Secrétaire
RÉGIE DE L'ÉNERGIE
C.P. 001, Tour de la Bourse
800 place Victoria, bureau 255
Montréal (Québec) H4Z 1A2

Affaires juridiques
Hydro-Québec
4^e étage
75, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1A4

Téléphone : (514) 289-2211, poste 3928
Télécopieur : (514) 289-3719

OBJET: Demande d'autorisation du Transporteur afin de construire les immeubles et actifs requis pour la réalisation du projet visant la mise à niveau du réseau régional Matapédia dans le cadre de l'intégration des éoliennes.
Dossier de la Régie: R-3560-2005
Notre dossier : R000151 CR/FJM

Chère consoeur,

Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité (le « Transporteur ») dépose, ce jour, auprès de la Régie, ses réponses à la demande de renseignements no 3 de la Régie qui lui a été transmise en date du 21 juillet dernier.

Les réponses du Transporteur sont consignées à la pièce **HQT-13, Document 6** et déposées auprès de la Régie en version électronique tandis que les copies papier seront transmises ce vendredi 29 juillet, au plus tard. Le Transporteur a effectué une mise à jour de la Liste des pièces dont copie est également jointe à la présente.

Aussi, par la présente, le Transporteur soumet à la Régie ses commentaires concernant la lettre du procureur de SÉ/AQLPA reçue en date du 25 juillet 2005 et la réponse déposée par monsieur Deslauriers qui y était jointe.

Dans un premier temps, le procureur de SÉ/AQLPA demande à la Régie d'accorder une valeur probante supérieure à la preuve déposée par monsieur Deslauriers sous la forme d'un rapport spécialisé, comparativement à la réplique du Transporteur. À cet effet, le Transporteur tient à réitérer que la Régie, dans sa lettre du 19 juillet dernier, s'est exprimée à l'effet qu'elle entend traiter le document déposé par monsieur Deslauriers comme des observations et commentaires, tel que prévu initialement.

Avocat en chef
Pierre Gagnon
Directrice – Distribution
Jacinte Lafontaine
Directrice – Production
Isabelle Rayle-Doiron
Directeur – TransÉnergie
F. Jean Morel

Avocats
Stéphanie Assouline
Sophie Baril
Chantal Bélique
Josée Deland
Dominique Downs
Valérie Durand
Eric Fraser
Yves Fréchette

Rita-Rose Gagné
Christian Houde
Line Janelle
Jean-François Lacasse
Julie Lapierre
Nicole Lemieux
Jean-François Mercure

Maria Moudfir
Cathy Noseworthy
Louise Ouellet
Jocelyne Paquette
Pascal Parent
Michel Pasini
Dominique Piché

Louis Prévost
Jean Rajotte
Sylvy Rhéaume
Carolina Rinfrét
Nicholas Robidoux
Jean-Olivier Tremblay
Simon Turmel

Quant à la demande du procureur de SÉ/AQLPA concernant la réévaluation à la hausse du barème des frais admissibles au présent dossier, le Transporteur s'y objecte. Contrairement à ses prétentions, le Transporteur est d'avis que le dossier n'est pas devenu en cours de route plus complexe qu'au moment de son dépôt et qu'il a suivi le processus normal établi par la Régie. Néanmoins, le Transporteur s'en remet à la Régie pour apprécier et juger de l'utilité et de la pertinence des participations et pour assurer l'équilibre entre la participation efficace d'une partie intéressée et le caractère raisonnable des frais demandés par cette partie.

En second lieu, le Transporteur désire apporter les commentaires suivants quant à la réponse déposée par monsieur Deslauriers :

En ce qui concerne la section no 1 de cette réponse et plus particulièrement, quant à l'affirmation concernant la révision des coûts au dossier, le Transporteur tient à souligner qu'une fois l'autorisation obtenue par la Régie quant à un projet visé par l'article 73 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (la «Loi»), le Transporteur doit déposer dans son rapport annuel, selon l'article 75 de la Loi, un bilan d'avancement des coûts réels du projet et, suivant la mise en service du projet, il doit déposer les coûts réels complets. De plus, de façon générale, selon toute décision de la Régie autorisant un projet, le Transporteur ne peut, sans autorisation préalable, effectuer aucune modification qui aurait pour effet de modifier de façon appréciable la description technique, l'échéancier et les coûts du projet autorisé.

À la page 3 de sa réponse, l'auteur cite quelques lignes de l'avant-dernier paragraphe de la page huit (8) de la réplique d'Hydro-Québec. L'auteur conteste ce texte puis indique au paragraphe suivant: "*Toutes les anciennes protections de distance sur tout réseau doivent avoir un minimum de deux zones ou deux gradins et le plus souvent il y en avait trois.*"

Or, le paragraphe entier qui sert de référence à l'auteur, se lit comme suit :

Pour les protections principales des lignes (protection A), les anciens relais de protection de distance étaient des éléments ne comportant qu'une zone de protection. Quant à eux, les nouveaux relais numériques sont fournis avec quatre zones de protection (plus les options), ce qui permet le découpage en segment de la ligne à protéger avec des réglages particuliers pour chacun d'entre eux. Au milieu des années 1970, le Transporteur installait généralement deux ou trois zones de protection pour ce genre de lignes ce qui s'avère dorénavant insuffisant. En effet, le nouveau mode de téléblocage requiert quatre zones de protection en plus de quelques options additionnelles. (Nos soulignés)

Dans ce paragraphe, le Transporteur mentionne clairement que les protections de lignes comportaient deux ou trois zones, ce qui se traduit dans l'ancienne technologie, par des relais électromécaniques en deux ou trois relais séparés.

À la lecture complète de l'avant-dernier paragraphe de la page huit (8) de la réplique du Transporteur, il s'avère donc que les remarques de l'auteur sont absolument inutiles.

À la section 3 de son document, l'auteur cite particulièrement le début du troisième paragraphe de la page 10 de la réplique du Transporteur, et conteste ce paragraphe. Audit paragraphe, le Transporteur répond aux deux premiers paragraphes de la section 5.4 du rapport de l'auteur qui traite des caractéristiques des zones de protection des relais modernes: "*Ces caractéristiques peuvent être de toutes sortes de forme elliptique, parallélogramme, forme de huit, etc. Ces nouvelles caractéristiques permettent une bien meilleure sélectivité dans la représentation de l'image d'une ligne qui peut exclure l'image des transformateurs en dérivation.*"

À cela, le Transporteur a répondu, le 11 juillet dernier, que la ligne et le transformateur présentent tous les deux une caractéristique inductive, donc un défaut de transformateur sera vu par les relais de protection de distance comme un défaut qui serait sur la ligne. Il n'y a pas de sélectivité additionnelle due à la forme des caractéristiques qui peut être utilisable pour le cas du défaut de transformateur. La sélectivité requise s'acquiert autrement que par la forme des caractéristiques.

La réponse de l'auteur ne répond donc pas au point technique soulevé par le Transporteur concernant la sélectivité.

En ce qui concerne la section 4 de la réponse de monsieur Deslauriers relative aux études réalisées, le Transporteur réfère aux réponses déposées ce jour et plus particulièrement, aux pages 11 et 17 de la pièce HQT-13, Document 6.

Par ailleurs, concernant la section no 5 du document de l'auteur relative au potentiel éolien, le Transporteur déplore que l'auteur manipule ainsi les allégations du Transporteur. La citation reprise dans cette section est partielle, et encore une fois, à la lecture complète du paragraphe original, il est clair qu'il s'agit de données factuelles extraites du rapport intitulé « Évaluation de la capacité d'intégration du réseau intégré d'Hydro-Québec au regard de l'ajout de parcs de production d'électricité à partir de l'énergie éolienne » et cité en page 12 de la réplique du Transporteur.

Le Transporteur désire souligner que l'auteur dans son rapport s'est exprimé comme suit : « *Le potentiel éolien du bas du fleuve et de la Gaspésie dépasse facilement 3 000 MW et la capacité de pénétration à l'énergie éolienne du réseau d'Hydro-Québec dépasse certainement 6 000 MW.* » La citation du Transporteur est basée sur des faits décrits au rapport RSW qui contredisent les propos de monsieur Deslauriers quant au potentiel éolien et quant à la capacité d'intégration. Le Transporteur n'a fait que mettre en évidence cette contradiction.

De plus, quant aux conclusions de l'auteur concernant une nouvelle ligne d'envergure, le Transporteur réitère sa réponse fournie à sa pièce HQT-4, Document 1 ainsi que la réponse fournie dans sa lettre du 1^{er} juin dernier qui adressait cette question posée par SÉ/AQLPA.

Le Transporteur désire rappeler que ce sujet ne fait pas partie de la présente demande d'autorisation et que l'auteur à la page 19 de son propre rapport, déposé le 22 juin dernier, le reconnaît aussi, d'autant plus qu'il affirme que ce n'est pas l'objet de son intervention. Au surplus, dans sa lettre du 7 juin, la Régie s'est également prononcé comme suit : « la Régie

considère que la discussion sur une alternative de ligne de grande envergure n'est pas requise au présent dossier ».

Quant à la conclusion de monsieur Deslauriers à l'effet qu'il appuie l'hypothèse de la Régie concernant la suspension du projet et le maintien des relais temporaires, le Transporteur souligne que monsieur Deslauriers n'a émis aucune opinion ni aucun commentaires dans son rapport déposé le 21 juin dernier quant au maintien des relais temporaires. Le Transporteur s'interroge donc sur le fondement de ses plus récentes conclusions.

Ceci complète donc les commentaires du Transporteur relatifs à la lettre du procureur de SÉ/AQLPA datée du 25 juillet ainsi qu'à la réponse de monsieur Deslauriers à la réplique du Transporteur.

Copie de la présente lettre et des documents y annexés est envoyée, ce jour, par courriel seulement, aux intéressés autorisés par la Régie dans sa lettre du 29 avril.

Souhaitant le tout conforme, veuillez agréer, chère consoeur, l'expression de nos sentiments distingués.



Carolina Rinfret
Avocate –Affaires juridiques TransÉnergie

Pièces jointes